

«autre» portait le montant à plus de \$1 milliard. Le secteur des services publics a enregistré un gain modéré de \$80 millions pour se chiffrer à près de \$1.5 milliard.

21.5.2 Engagements envers l'étranger

A la fin de 1975, les engagements bruts du Canada envers l'étranger se chiffraient à \$82.8 milliards. Les investissements à long terme appartenant à des non-résidents représentaient \$68.6 milliards ou 83% du total.

Les investissements directs, qui représentent essentiellement des capitaux étrangers (dette à long terme et avoir sous forme d'actions) dans des entreprises canadiennes provenant du pays de contrôle, ont augmenté de 10% pour se situer à \$39.8 milliards. Ils sont demeurés le principal élément, constituant 58% du total, contre 60% à la fin de 1974.

En 1975, le commerce des valeurs mobilières canadiennes a donné lieu à des entrées nettes de capitaux records de \$4.5 milliards à la balance des paiements. Les investissements étrangers sous forme d'obligations du gouvernement se sont accrus de 31% pour atteindre \$15.1 milliards à la fin de 1975, les gouvernements provinciaux et leurs organismes ayant été les principaux emprunteurs avec près de \$12.4 milliards, soit une augmentation de presque \$3 milliards par rapport à 1974. La vente de nouvelles émissions à l'étranger a été stimulée par des besoins en capitaux considérables de la part des services provinciaux d'utilité publique pour le financement de grands projets d'aménagement, ainsi que par le niveau inférieur des taux d'intérêt à l'étranger. Les placements à l'étranger d'obligations par les administrations municipales ont été également très importants, marquant une augmentation de 32% pour se situer à près de \$2.1 milliards en fin d'année. Plus de 68% de l'accroissement net des obligations du gouvernement vendues à l'étranger est attribuable aux investisseurs américains et 30% aux investisseurs des pays d'outre-mer autres que le Royaume-Uni.

Les investissements étrangers dans les valeurs mobilières des entreprises canadiennes se sont accrus de 10%, soit dans la même proportion que les investissements directs, pour atteindre plus de \$10.1 milliards à la fin de 1975. Les investissements divers, qui comprennent entre autres les investissements étrangers dans des biens immobiliers, les hypothèques, les sociétés de placement privées et les avoirs administrés pour le compte des non-résidents, ont augmenté légèrement pour se chiffrer à près de \$3.6 milliards.

Les investissements étrangers à long terme appartenant aux résidents des États-Unis ont progressé de 13% pour s'établir à \$52.9 milliards à la fin de 1975. Les investissements directs, qui constituent le principal élément, ont augmenté de 11% pour se chiffrer à près de \$32.2 milliards, tandis que les avoirs sous forme d'obligations du gouvernement ont réalisé un gain de 28% pour se fixer à près de \$11.1 milliards. Sur ces créances des investisseurs américains, le capital social des sociétés canadiennes, évalué à près de \$26.2 milliards, figurait pour 49%, tandis que les obligations garanties et non garanties des gouvernements et des entreprises figuraient pour 32%.

Les investissements à long terme effectués par les investisseurs du Royaume-Uni se sont accrus de 6%, soit dans la même proportion qu'en 1974, pour s'établir à près de \$5.7 milliards en 1975. Les obligations du gouvernement ont accusé une augmentation importante de 19%, tandis que les investissements directs ont progressé de 5% pour se fixer à \$3.7 milliards. Si l'on répartit ces engagements à l'égard du Royaume-Uni par type de créance, on constate qu'environ 60%, soit \$3.4 milliards, étaient sous forme de capital social de sociétés canadiennes et 15% seulement sous forme d'obligations garanties et non garanties.

Les investissements appartenant à tous les autres pays ont augmenté de 23% pour se chiffrer à \$10 milliards, les investissements sous forme d'obligations du gouvernement et autres valeurs mobilières ayant grimpé de 42% et 38% au cours de l'année pour s'établir à près de \$3.6 milliards et \$1.6 milliard respectivement. Un grand nombre de nouvelles émissions canadiennes a été vendu sur le marché des euro-obligations en 1975, particulièrement durant la dernière partie de l'année. Un certain nombre de facteurs, entre autres l'élimination temporaire de la retenue fiscale de 15% sur les paiements d'intérêt par les sociétés aux non-résidents sur certains types de